



Tous droits réservés

INTRODUCTION GÉNÉRALE AU DROIT

Séance 6 - Les titulaires du droit

I.	Les personnes physiques	2
A)	Naissance de la personnalité juridique	2
B)	Fin de la personnalité juridique.....	3
II.	Les personnes morales	5
A)	Naissance de la personnalité juridique	6
B)	Fin de la personnalité juridique.....	6

Nous avons déjà évoqué la *summa divisio* entre les personnes et les choses. Cette distinction est fondée sur le fait que les personnes ont la personnalité juridique.



Définition : La personnalité juridique est l'aptitude à acquérir des droits et à exercer ses devoirs de citoyen.

Elle est en priorité conférée aux personnes physiques, sous certaines conditions, mais également aux personnes morales. Ces deux entités sont donc titulaires de droits, qu'elles peuvent exercer et demander à faire respecter.

Elles sont les sujets de droit.

Question : Quelles sont les différences entre les personnes physiques et les personnes morales ?

I. Les personnes physiques



Définition : Une personne physique est un être humain qui a acquis la personnalité juridique.

A) Naissance de la personnalité juridique

La personnalité juridique s'acquiert à la naissance d'un enfant vivant et viable.

Lorsque l'enfant est dans le ventre de sa mère, il se « confond » avec elle. On estime donc qu'il n'acquiert sa personnalité juridique qu'à la naissance.



À retenir : La condition de naissance ne suffit pas, l'enfant doit être vivant et viable. Ces deux conditions sont cumulatives et non alternatives.

L'enfant est né vivant dès qu'il respire : c'est une condition biologique et facile à attester médicalement. En revanche, la viabilité est plus complexe. On la distingue *in utero* et *ex utero* :

- *In utero*, l'enfant est considéré viable à partir du 2^{ème} mois révolu.
- *Ex utero*, c'est l'aptitude à vivre sans la mère, donc hors de l'organisme maternel. En droit, on retient la viabilité *ex utero*.



Attention : Il existe une exception dans laquelle on considère que l'enfant est une personne physique alors même qu'il n'est pas encore né : c'est l'adage *infans conceptus*. L'enfant est considéré né vivant et viable s'il y va de son intérêt.



Pour aller plus loin : Voir par exemple **C. Cass, Civ 1, 10 déc. 1985.**

La personnalité juridique s'acquiert à la naissance : l'embryon n'est pas considéré comme une personne physique. Bien que son statut soit à mi-chemin entre l'objet et la personne, il n'est ni l'un ni l'autre.

De nos jours, la naissance d'un individu vivant et viable suffit à caractériser une personne physique, mais il n'en a pas toujours été ainsi :

- l'esclavage, aboli par **un décret du 27 avril 1848**, permettait de considérer des individus comme des biens, privés de leur personnalité ;
- la mort civile, abolie **en 1854**, privait les citoyens de leur personnalité juridique et de la quasi-totalité de leurs droits. C'était une sanction.

B) Fin de la personnalité juridique

Elle se perd à la mort. Cependant, il y a des exceptions, qu'on appelle survivances de personnalité.



Exemple : Le testament. Le défunt organise sa succession et ses funérailles comme il l'entend. Il en va ainsi depuis **la loi du 15 novembre 1887** sur la liberté d'organiser les funérailles, qui confère à toute personne le droit d'organiser sa sépulture, de la choisir religieuse ou civile.

La mort est conditionnée aux caractères biologiques. C'est **le Code de la santé publique, dans son article R1232-1**, qui précise les conditions de la mort :

« Si la personne présente un arrêt cardiaque et respiratoire persistant, le constat de la mort ne peut être établi que si les trois critères cliniques suivants sont simultanément présents :

- 1° Absence totale de conscience et d'activité motrice spontanée ;
- 2° Abolition de tous les réflexes du tronc cérébral ;
- 3° Absence totale de ventilation spontanée. »

Si l'individu est mort, il faut néanmoins garder le respect à son corps, à sa sépulture et à sa mémoire.



Attention : La mort n'est pas la seule cause de disparition de la personnalité juridique. Elle peut s'éteindre pour cause d'absence ou de disparition.



Définition : L'absence est définie comme la situation dans laquelle une personne a cessé de se présenter à son domicile et ne donne plus de nouvelles (**art. 112 C. civ**).

La disparition est définie comme la situation dans laquelle une personne a disparu dans des conditions suffisamment dangereuses pour qu'on puisse légitimement penser qu'elle est décédée : crash d'avion, naufrage de bateau (**art. 88 C. civ**).

II. Les personnes morales



Définition : Une personne morale est un groupement, une entité qui n'a pas de « corps physique » à proprement parler, mais qui obtient la personnalité juridique.



Exemple : Les sociétés sont des personnes morales.

On distingue les personnes morales :

- de droit public : il s'agit de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics ;
- de droit privé : il s'agit des groupements de société et des fondations ;
- de droit mixte, qui sont un mélange des deux.



À retenir : Dans les groupements de société, on trouve :

- les sociétés commerciales ;
- les sociétés civiles ;
- les groupements d'intérêt économique ;
- les associations ;
- les syndicats professionnels.

La personne morale a pour vocation d'avoir une activité qui est distincte de celle des personnes qui l'ont créée et qui la font vivre. L'ambition de ce groupement est de permettre une autonomie de la personne morale.



Exemple : Les gérants d'une société ont leur propre activité professionnelle, et la société qu'ils ont créée a un but qui est différent.

On retiendra également qu'en tant que personnes morales, elles ont des droits qui s'apparentent à ceux dévolus aux personnes physiques : leurs noms sont protégés, leurs créations également, leurs propriétés...



Attention : Les personnes morales, à la différence des personnes physiques, ont ce qu'on appelle un « principe de spécialité ».

Cela signifie qu'elles ne peuvent agir pour autre chose que ce pour quoi elles ont été créées !

Les personnes morales ont des conditions de naissance et de fin spécifiques à chaque type de groupement.

A) Naissance de la personnalité juridique

L'État, par exemple, naît du contrat social. Les établissements publics naissent de la transposition du secteur privé dans le domaine de l'État.

Les sociétés naissent d'un contrat entre leurs membres fondateurs. C'est ce contrat qui leur donne « vie » et qui les dote de leurs obligations. Elles doivent ensuite être immatriculées au Registre des commerces et des sociétés.

Les fondations naissent, par exemple, pour faire suite à une décision d'utilité publique.

B) Fin de la personnalité juridique

Ici aussi, les causes de fin sont différentes en fonction des types de personne morale.

L'État est en principe perpétuel.

Les établissements publics peuvent être dissous sur décision du pouvoir exécutif ou du pouvoir réglementaire (du Gouvernement ou du législateur, donc).

Les sociétés connaissent plusieurs fins : elles ont réalisé ce pour quoi elles étaient constituées, leurs membres ont décidé collégialement de la dissoudre, elle est en liquidation judiciaire...



À retenir : Bien qu'il existe des différences importantes, les personnes morales ont un certain cadre commun.

C'est notamment le cas pour leur régime de responsabilité civile et pénale.